

Le fait du jour

La secrétaire générale de la CFDT, Marylise Léon, continue à affirmer que sur le financement des retraites, « d'autres pistes sont possibles, ne serait-ce qu'en progressant sur l'emploi des seniors ». Photo Joël Saget/AFP



MARYLISE LÉON, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA CFDT

« Sur les retraites le débat n'est pas clos »

Retraites, assurance chômage, apprentissage, réduction des effectifs de l'Éducation nationale... Marylise Léon, de la CFDT, revient sur toutes ces idées avancées par le gouvernement pour boucler le budget 2025. Et juge sévèrement certaines d'entre elles.

Propos recueillis par Philippe Créhange

L'année de votre prise de fonction à la tête de la CFDT - en 2023 - a été marquée par une forte mobilisation contre la réforme des retraites. Y êtes-vous toujours opposée ?

À la CFDT, on reste toujours convaincu que les 64 ans n'étaient pas une bonne idée. Et ça ne l'est toujours pas. On n'a pas obtenu ce que l'on souhaitait mais je pense que le débat n'est pas clos. Plusieurs questions n'ont pas été traitées : comment prendre en compte les conditions de travail avec la pénibilité ? Comment on tient compte d'une meilleure égalité entre les hommes et les femmes, qui se répercutent forcément à la retraite ? L'écart de pensions entre les hommes et les femmes est de 40 %. Il y a des inégalités qui ne sont pas réglées. Le décalage de l'âge légal n'a absolument rien traité. On saisira donc toutes les opportunités permettant de faire avancer ces questions et on profitera de la porte entrouverte par Michel Barnier (Premier ministre, NDLR) quand il dit que les limites de la loi peuvent être discutées. On entend

« y compris les 64 ans ». On veut lui redire que, sur les questions de financement, d'autres voies sont possibles, ne serait-ce qu'en progressant sur l'emploi des seniors.

Sur certaines de ces questions, Michel Barnier a justement redonné la main aux partenaires sociaux. Cela doit vous réjouir. On a une vraie occasion de montrer notre capacité à faire des propositions, à trouver des accords, et puis à prendre nos responsabilités. On est, notamment, extrêmement opposé à la réforme telle qu'elle était prévue par Gabriel Attal (ex-Premier ministre, NDLR) sur l'assurance chômage. Entre 2021 et 2027, on est à 25 milliards d'euros d'économies sur le dos des chômeurs. C'est profondément injuste. Le régime d'assurance chômage ne peut pas servir de variable d'ajustement budgétaire. Une autre réforme est possible.

Toujours du côté des retraites, le gouvernement prévoit, dans le projet de loi de finances (PLF), un gel des pensions sur les six premiers mois de l'année. Vous vous y opposez ?

« Entre 2021 et 2027, on est à 25 milliards d'euros d'économies sur le dos des chômeurs. C'est profondément injuste. Le régime d'assurance chômage ne peut pas servir de variable d'ajustement budgétaire. Une autre réforme est possible. »

On y est, en effet, opposé parce que c'est une mesure uniforme. Or, les retraités, ce n'est pas une population uniforme. Il y a deux millions de retraités pauvres. On est pour une revalorisation qui, au moins, concerne les plus petites pensions.

S'agissant de l'apprentissage, le gouvernement a prévu de raboter les aides d'un peu plus d'un milliard d'euros. Est-ce une mauvaise idée ou était-on allé trop loin ?

Il fallait amorcer ce développement, et notamment avec les diplômés du supérieur. Mais plutôt que de raboter pour tout le monde, ce serait plus intelligent de cibler les entreprises, notamment de petite taille, en sélectionnant celles qui ont vraiment besoin de ce type de contrats. Il faut aussi que cela permette de faciliter l'insertion dans des métiers moins qualifiés que d'autres.

Sanofi qui veut céder 50 % de sa filiale Opella, produisant le Doliprane, à un fonds américain. C'est une erreur ?

À la CFDT, on est contre depuis le début. On est contre parce qu'il n'y

a pas de justification économique. C'est important qu'il y ait une solidarité financière tout comme de garder ce produit dans le giron français pour protéger notre souveraineté sanitaire.

« Il y a toute une partie de la population qui ne contribue pas à la solidarité nationale. Je ne suis pas une aficionada de l'impôt sur tous les sujets, tout le temps et au maximum mais je pense qu'aujourd'hui, on est dans une situation où il faut faire cela. »

Le gouvernement indique qu'il va demander des garanties à Sanofi et au fonds américain.

Je ne crois pas une seconde que l'État puisse poser la moindre condition a posteriori. Il y a des inquiétudes sur la disponibilité du produit, sur sa qualité et sur les emplois.

Michelin ferme temporairement plusieurs usines. Il y a un plan de départs volontaires chez Orange Business. Saupiquet, à Quimper, doit fermer à la fin de l'année. Certains magasins Casino ne sont pas repris. On note aussi une hausse des défaillances d'entreprises. Il faut s'inquiéter ? Oui, on est inquiet sur la question conjoncturelle. On est inquiet pour tous les cas que vous avez évoqués. On a aussi un plan d'alerte sur toutes les entreprises qui ne font pas l'actualité. On a deux grosses filières qui nous inquiètent beaucoup : l'automobile et la chimie. Près de Redon (35), 66 postes vont être supprimés chez Forvia (ex-Faurecia, NDLR).

Des réductions d'effectifs ont été annoncées dans l'Éducation nationale. C'est une ligne rouge pour vous ?

Ce n'est pas une bonne idée parce que le gouvernement ne peut pas dire, d'un côté, que l'éducation reste une priorité et que, de l'autre, il supprime 4 000 postes d'enseignants.

Si on ne s'attaque pas assez aux dépenses, il faut augmenter les impôts. Or, la France connaît un niveau record de prélèvements obligatoires...

Il faut qu'on ouvre le débat autour d'une meilleure taxation du capital. Car il y a toute une partie de la population qui ne contribue pas à la solidarité nationale. Je ne suis pas une aficionada de l'impôt sur tous les sujets, tout le temps et au maximum. Mais je pense qu'aujourd'hui, on est dans une situation où il faut faire cela. Cela fait plus de dix ans à la CFDT qu'on dit qu'il faut une réforme fiscale de fond.